

**Audience publique du 5 janvier 2015**

Recours formé par  
Madame ... et Monsieur ..., ...,  
contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile  
en matière de protection internationale (art. 19, L.5.5.2006)

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 33999 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 10 février 2014 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., née le ... (Iran), et de son fils, Monsieur ..., né le ..., tous deux de nationalité iranienne, demeurant actuellement à L-..., tendant, d'une part, à la réformation de la décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 7 janvier 2014 refusant de faire droit à leurs demandes de protection internationale comme n'étant pas fondées et, d'autre part, à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans la même décision ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 3 avril 2014 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Louis TINTI, en remplacement de Maître Ardavan FATHOLAHZADEH et Monsieur le délégué du gouvernement Daniel RUPPERT en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 8 décembre 2014.

---

Le 15 octobre 2012, Madame ... et son fils, Monsieur ..., ci-après « les consorts ... », introduisirent auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration, une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, désignée ci-après par « la loi du 5 mai 2006 ».

Le même jour les consorts ... furent entendus par un agent de la police grand-ducale, section police des étrangers et des jeux, sur leur identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Grand-Duché de Luxembourg.

Madame ... fut encore entendue les 26 et 27 mars 2013 par un agent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration, sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale, tandis que Monsieur ... fut entendu pour les mêmes motifs les 27 mars et 30 mai 2013.

Par décision du 7 janvier 2014, expédiée par courrier recommandé le 9 janvier 2014, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, désigné ci-après par « le ministre », informa les conjoints ... que leurs demandes de protection internationale avaient été refusées comme non fondées, tout en leur enjoignant de quitter le territoire dans un délai de trente jours. Cette décision est libellée comme suit :

*« J'ai l'honneur de me référer à vos demandes en obtention d'une protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection que vous avez présentées auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères en date du 15 octobre 2012.*

*Quant à vos déclarations auprès du Service de Police Judiciaire*

*En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 15 octobre 2012.*

*Il ressort dudit rapport que vous auriez quitté votre pays le 8 octobre 2012 par voie aérienne en passant probablement par Francfort.*

*Madame, vous avez déposé votre carte d'identité au service compétent du ministère des Affaires étrangères le 15 octobre 2012. Monsieur, vous avez déposé votre carte d'identité le 16 janvier 2013 et votre permis de conduire le 30 mai 2013 au service compétent du ministère des Affaires étrangères.*

*Quant à vos déclarations auprès du Service des Réfugiés*

*En mains les rapports d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères des 26, 27 mars et 30 mai 2013.*

*Il résulte de vos déclarations que vous, Madame, auriez quitté votre pays, accompagnée de votre fils et la femme de votre frère, Madame ..., à l'aide d'un passeur par voie aérienne.*

*En 2009, vous auriez voulu quitter votre pays pour visiter votre fille qui se serait trouvée en Turquie où elle aurait demandé une protection internationale. Au poste de contrôle frontalier à Bazargan, votre passeport aurait été troué et vous auriez été informé que vous auriez été soumise à une interdiction de quitter votre pays. Vous pensez « que la cause de cette interdiction est la demande de protection internationale de ma fille et qu'ils craignaient que je fasse la même chose. »*

*En 2012, vous auriez envoyé de l'argent à votre frère, Mohammad ... qui se serait trouvé en Turquie afin qu'il puisse quitter la Turquie où il aurait été menacé par des*

agents du gouvernement iranien. Votre belle-soeur, Madame ..., aurait été convoquée et interrogée par les agents iraniens au sujet de sa fille qui aurait quitté l'Iran pour demander une protection internationale en Belgique. Lors de ces interrogations, les agents auraient demandé [à] Madame ... si elle aurait été au courant que vous auriez aidé financièrement votre frère à quitter la Turquie. Les agents auraient dit que vous auriez aidé votre frère, prétendument un sympathisant des Moudjahidines, et que vous seriez « susceptible d'être une collaboratrice. » Vous auriez donné l'argent en espèce à une dame qui aurait voyagé en bus de Téhéran en Turquie. Vous ignorez comment les autorités iraniennes auraient su que vous auriez donné l'argent à cette personne (cf. p. 9 de votre entretien). Vous auriez eu tellement peur des éventuelles conséquences de ces accusations que vous auriez quitté votre domicile le jour même où votre belle-soeur vous aurait mis au courant de ces accusations. A aucun moment, les autorités iraniennes vous auraient visité, convoqué ou perquisitionné votre maison, sauf une fois en 2009 après le départ de votre fille (cf. p. 7 de votre entretien). Vous dites que vous auriez vécu « perpétuellement en insécurité. Ceci à cause des antécédents de ma famille. »

De plus, vous accusez le « régime islamique » d'être responsable de la mort de votre frère. Il serait mort dans un accident de voiture en 1995.

Monsieur ..., quant à vous, vous confirmez les dires de votre mère. Vous dites que vous craignez l'exécution parce que votre mère aurait aidé financièrement son frère, Mohammad .... Vous mentionnez que votre famille aurait été ciblée par les services de renseignement et vous soupçonnez que votre téléphone ainsi que votre lieu de travail auraient été contrôlés. Votre père aurait été en prison en 1995 en tant que prisonnier politique. Depuis six ou sept ans, vous vivriez séparé de lui. De plus, votre soeur aurait quitté l'Iran parce qu'elle aurait participé aux manifestations post-électorales en 2009. Votre oncle se serait réfugié en Turquie parce qu'il serait sympathisant des Moudjahidines.

Enfin, il ressort des rapports d'entretien des 26, 27 mars et 30 mai 2013 qu'il n'y a plus d'autres faits à invoquer au sujet de vos demandes de protection internationale et aux déclarations faites dans ce contexte.

#### Analyse ministérielle en matière de Protection internationale

En application de la loi précitée du 5 mai 2006, vos demandes de protection internationale sont évaluées par rapport aux conditions d'obtention du statut de réfugié et de celles d'obtention du statut conféré par la protection subsidiaire.

Soulignons dans ce contexte que l'examen et l'évaluation de vos situation personnelles ne se limitent pas à la pertinence des faits allégués, mais qu'il s'agit également d'apprécier la valeur des éléments de preuve et la crédibilité de vos déclarations.

*Or, en l'occurrence l'autorité ministérielle a été amenée à émettre des doutes quant à la crédibilité de votre récit. En effet, il est pratiquement exclu que quelqu'un soumis à une interdiction de quitter le pays puisse quitter l'Iran par l'aéroport Imam Khomeini de Téhéran moyennant des passeports contrefaits (cf. OVG Bremen, Jugement du 17.10.2007, Az.: 2 A 177/06.A). Etant donné la fréquence des contrôles et la procédure de sécurité, votre récit et par la suite vos motifs de fuite sont rendus peu crédibles. Le fait que vous, Madame ..., auriez été soumise à une interdiction de quitter l'Iran est également sujette à caution car il ressort du Joint report from the Danish Immigration Service, the Norwegian LANDINFO and Danish Refugee Council's fact-finding mission to Tehran, Iran, Ankara, Turkey and London, United Kingdom que : « Persons who have been politically active are not subject to any exit ban, according to Mr. Hossein Abdy [Head of Passport and Visa Department] “*

### *1. Quant à la Convention de Genève*

*Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des Réfugiés.*

*Rappelons à cet égard que l'octroi du statut de réfugié est soumis à la triple condition que les actes invoqués sont motivés par un des critères de fond définis à l'article 2 c) de la loi modifiée du 5 mai 2006, que ces actes sont d'une gravité suffisante au sens de l'article 31(1) de la prédite loi, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes de l'article 28 de la loi susmentionnée.*

*Selon l'article 1A paragraphe 2 de ladite Convention, le terme de réfugié s'applique à toute personne qui craigne avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, qui se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.*

*En l'espèce, il ressort de votre dossier administratif que les raisons qui vous ont amenées à quitter votre pays d'origine pourraient à priori rentrer dans le champ d'application de ladite Convention, toutefois elles ne sont pas suffisamment graves pour pouvoir retenir dans votre chef l'existence d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève et de la loi modifiée du 5 mai 2006.*

*Madame ..., vous dites que vous ne seriez pas une femme politisée et que vous n'auriez rien à voir avec les Moudjahidines (cf. p.5 de votre entretien). Vous précisez que vous auriez été « une femme de lettres et je menais une vie banale ». Vous ajoutez que*

*vous seriez une personne « assez connue dans ma région à cause de mes écrits et les gens avaient une sympathie envers moi. Ils savaient très bien que je ne suis pas politisée. Donc ça aurait eu un effet néfaste dans les médias iraniens s'ils étaient venus directement chez moi pour m'arrêter. » Outre le fait que vous auriez été soumise à une interdiction de quitter le pays, ce qui est sujette à caution, il ressort clairement de votre entretien que vous n'auriez subi aucune persécution de la part des autorités iraniennes. En effet, vous n'auriez pas été convoquée ni votre maison aurait été perquisitionnée sauf en 2009 suite au départ de votre fille. Vous confirmez que les autorités ne seraient jamais retournées contre vous après cet incident « parce qu'ils n'avaient rien trouvé. »*

*De plus, vous dites, Madame, que vous auriez vécu « perpétuellement dans l'insécurité. Ceci à cause des antécédents de ma famille. » Monsieur ..., vous ajoutez que votre famille aurait été ciblée par les services de renseignement. Cependant, indépendamment de l'absence d'un quelconque élément de preuve de vos déclarations, les craintes que vous exprimez s'analysent en l'expression d'un simple sentiment général d'insécurité, plutôt qu'en une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.*

*Selon les recherches ministérielles et les jurisprudences ci-bas mentionnées, une simple appartenance présumée d'un membre de famille dans une organisation oppositionnelle n'est pas suffisante pour prétendre au statut de réfugié. Même si les Moudjahidines sont à considérer comme les ennemis majeurs du gouvernement iranien islamiste et le groupe d'opposition le plus persécuté en Iran, il faut tenir en compte la position de la personne au sein de l'organisation (cf. VG Hannover, Jugement du 20.01.2009, Az.: 11 A 991/07; VG Leipzig, Jugement du 24.07.2008, Az.: A 3 K 30099/07; VG Bremen, Jugement du 06.05.2008, Az.: 6 K 2822/04).*

*En 2003, le président iranien KHATAMI avait annoncé une amnistie pour les anciens membres de l'organisation des Moudjahidines du Peuple iranien (PMOI). Si les personnes se repentaient de leurs actes, elles n'auraient pas été poursuivies en justice ni condamnées, sauf s'il s'agissait d'officiers de haut rang. Environ 500-600 membres de la PMOI seraient retournés en Iran entre 2004 et 2007.*

*En effet, uniquement les anciens membres de la PMOI qui auraient occupé des positions de haut rang risqueraient d'être l'objet de mesures de persécution.*

*En conclusion, les faits que vous alléguiez ne peuvent, à eux seuls, établir dans vos chefs une crainte fondée d'être persécutés dans votre pays d'origine du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1er, section 1, § 2 de la Convention de Genève ainsi que les articles 31 et 32 de la loi précitée du 5 mai 2006.*

*De tout ce qui précède, les conditions permettant l'octroi du statut de réfugié ne sont pas remplies.*

## 2. Quant à la Protection subsidiaire

*L'octroi de la protection subsidiaire est soumis à la double condition que les actes invoqués par le demandeur, de par leur nature, entrent dans le champ d'application de l'article 37 précité de la loi modifiée du 5 mai 2006, à savoir qu'ils répondent aux hypothèses envisagées aux points a), b) et c) de l'article 37 de ladite loi, et que les auteurs de ces actes puissent être qualifiés comme acteurs au sens de l'article 28 de cette même loi, étant relevé que les conditions de la qualification d'acteur sont communes au statut de réfugié et à celui conféré par la protection subsidiaire.*

*En l'espèce, il ressort de votre dossier administratif que vous basez vos demandes de protection subsidiaire sur les mêmes motifs que ceux exposés à la base de vos demandes de reconnaissance du statut du réfugié. En effet, vous indiquez que vos vies seraient en danger parce que vous, Madame ..., auriez envoyé une aide financière à votre frère, un sympathisant des Moudjahidines, en Turquie afin qu'il puisse quitter le pays.*

*Au vu de ce qui précède, il convient de conclure que vos récits ne contiennent pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir des atteintes graves définies à l'article 37 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de vos demandes, ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptibles de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.*

*De tout ce qui précède, les conditions permettant la reconnaissance du statut conféré par la protection subsidiaire ne sont pas remplies.*

*Vos demandes en obtention d'une protection internationale sont dès lors refusées comme non fondées au sens de l'article 19§1 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.*

*Vos séjours étant illégaux, vous êtes dans l'obligation de quitter le territoire endéans un délai de 30 jours à compter du jour où la présente décision sera devenue définitive, à destination de l'Iran, ou de tout autre pays dans lequel vous êtes autorisés à séjourner.*

*La décision de rejet de vos demandes de protection internationale est susceptible d'un recours en réformation devant le Tribunal administratif.*

*Un recours en annulation devant le Tribunal administratif peut être introduit contre l'ordre de quitter le territoire.*

*Les deux recours doivent faire l'objet d'une seule requête introductive, sous peine d'irrecevabilité du recours séparé. Le recours doit être introduit par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai d'un mois à partir de la notification de la présente ».*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 10 février 2014, les consorts ... ont fait introduire un recours tendant, d'une part, à la réformation de la décision du ministre du 7 janvier 2014 portant refus de leurs demandes en obtention d'une protection internationale et, d'autre part, à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire, contenu dans le même document.

En fait, la demanderesse explique qu'elle aurait vécu au sein d'une famille de politiciens. Elle-même serait écrivain et aurait dénoncé à travers ses écrits « *de façon subtile les injustices en parlant d'amour pour son prochain* » sans toutefois jamais s'être impliquée directement dans la politique afin de ne pas être la cible des autorités iraniennes.

La demanderesse fait encore état de ce que son frère, un militaire hautement gradé qui serait mort dans un accident de voiture en 1995, aurait en réalité été assassiné. Parallèlement à cet événement, le mari de la demanderesse aurait été arrêté et torturé pendant un an et demi par les autorités iraniennes qui l'auraient interrogé à propos d'un coup d'Etat. La fille de la demanderesse aurait quant à elle quitté clandestinement l'Iran pour se rendre en Turquie en raison de ses activités politiques. Après avoir obtenu l'asile politique par les Nations-Unies en Turquie, elle aurait été transférée par les Nations-Unies en Finlande. Après la fuite de sa fille, les autorités iraniennes auraient effectué une perquisition au domicile de la demanderesse et confisqué toutes les affaires personnelles de sa fille. Par ailleurs, lorsque la demanderesse aurait voulu aller rendre visite à sa fille en Turquie, les autorités iraniennes auraient d'abord troué et ensuite confisqué son passeport.

La demanderesse explique encore que sa nièce, qui serait membre de l'organisation des Moudjahidines aurait quitté l'Iran en 2011 pour se rendre en Belgique où elle vivrait avec sa fille. Ce serait d'ailleurs la mère de sa nièce, Madame ..., qui l'aurait prévenue des problèmes qu'elle risquait d'avoir avec les autorités iraniennes suite aux interrogatoires qu'elle-même avait subis au sujet de sa fille et de la demanderesse. Madame ... aurait en effet été interrogée à trois reprises par les autorités iraniennes pour avoir des renseignements, d'une part, sur les activités de sa fille à laquelle elle avait envoyé de l'argent et, d'autre part, sur les activités de la demanderesse qui aurait en effet voulu aider son frère, menacé de mort par les services de renseignements iraniens, en lui envoyant une certaine somme d'argent lorsque ce dernier était en Turquie avec ses deux enfants et son épouse. Comme le frère de la demanderesse aurait été membre actif de l'organisation des Moudjahidines, les autorités iraniennes auraient accusé la demanderesse de soutenir cette organisation en l'aidant financièrement, respectivement en collaborant avec elle. En raison de ces accusations, la demanderesse serait devenue une cible directe des autorités iraniennes. De ce fait, lorsque la belle-sœur de la demanderesse serait venue chez elle suite à son troisième interrogatoire, les deux femmes auraient immédiatement décidé de quitter le pays avec le fils de la demanderesse que cette dernière ne voulait pas laisser derrière elle en Iran de peur du sort qui lui serait réservé en tant que membre d'une famille politisée et dont les membres étaient dispersés et en fuite pour des raisons politiques.

1) Quant au recours en réformation de la décision portant rejet de la demande de protection internationale

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en réformation en matière de demandes de protection internationale déclarées non fondées, un recours en réformation a pu être valablement dirigé contre la décision ministérielle déférée.

Le recours en réformation ayant été introduit par ailleurs dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

A l'appui de leur recours et en droit, les demandeurs soutiennent que la décision déférée du 7 janvier 2014 devrait être réformée pour violation de la loi, sinon pour erreur manifeste d'appréciation des faits alors que ce serait à tort que le ministre aurait conclu que les faits invoqués à l'appui de leurs demandes de protection internationale ne justifieraient pas dans leur chef une crainte justifiée de persécution.

Les demandeurs donnent à cet égard tout d'abord à considérer qu'une crainte de persécutions serait raisonnable lorsqu'elle serait basée sur une évaluation objective de la situation dans le pays d'origine du demandeur d'asile. Cette crainte découlerait du manquement des autorités du pays d'origine du demandeur à remplir leurs obligations de protection de leurs citoyens, ces obligations de protection résultant des engagements des Etats au titre de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Ce serait en tout état de cause à tort que le ministre serait arrivé à la conclusion que les faits mis en avant par les demandeurs ne justifieraient pas dans leur chef l'existence d'une crainte raisonnable de persécutions en raison de leur opposition au pouvoir iranien et en raison de la situation particulière de leur famille qui appartiendrait à un groupe social vulnérable du fait que plusieurs de ses membres feraient partie de l'organisation des Moudjahidines qui seraient considérés par le gouvernement iranien comme des rebelles contre le système religieux iranien. Il s'ensuivrait que les demandeurs, qui seraient accusés de collaboration avec ladite organisation, risqueraient de subir des persécutions voire même d'être exécutés en cas de retour dans leur pays d'origine.

Le ministre n'aurait dès lors pas tiré les conséquences qui s'imposaient du fait du risque de persécution qui pèserait sur les demandeurs en cas de retour en Iran, risque qui serait plus amplement exposé au travers des différents actes dressés en cause et composant le dossier administratif et qui tiendraient notamment au fait que les demandeurs éprouveraient une menace réelle de la part des autorités en place. Ils estiment en effet faire état de faits personnels de persécutions en raison de leurs opinions politiques du fait que plusieurs membres de la famille ... auraient déjà fait l'objet de menaces, sinon auraient été menacés et torturés par les autorités iraniennes.



Les demandeurs sont en tout état de cause d'avis que l'ensemble des éléments mis en exergue notamment à travers les déclarations telles qu'actées dans les rapports d'entretien avec l'agent compétent du ministère des Affaires étrangères suffiraient pour établir dans leur chef l'existence d'une crainte raisonnable de persécutions au sens de la Convention de Genève, crainte qui aurait rendu leur vie intolérable. Les sanctions disproportionnées - sous forme d'arrestation, voire d'exécution pour ce qui est de la demanderesse et sous forme d'arrestation et d'interrogatoires musclés pour ce qui est de son fils - que les demandeurs risqueraient de subir pour avoir notamment aidé le frère de la demanderesse devraient en tout état de cause s'analyser en des persécutions, respectivement des violations des droits de l'Homme.

Tout en se fondant sur l'article 31 de la loi du 5 mai 2006, les demandeurs insistent encore sur le fait que s'ils ne s'étaient pas encore fait arrêter ce serait parce que la belle-sœur de la demanderesse serait venue les prévenir du danger pesant sur eux.

A cela s'ajouterait que les demandeurs auraient quitté l'Iran clandestinement parce que la demanderesse n'avait pas le droit de quitter le pays, son passeport ayant en effet été troué pour l'empêcher non seulement de quitter l'Iran mais par là même également de demander une protection internationale dans un autre pays. Le demandeur quant à lui n'aurait pas pu obtenir de passeport parce qu'il n'aurait pas effectué son service militaire. Il s'ensuivrait qu'ils encourraient tous deux des sanctions en cas de retour dans leur pays d'origine pour avoir quitté le pays de façon clandestine.

Au vu de l'ensemble de leurs récits et en se fondant sur l'article 31 (1) a) et 31 (2) points a), b), c), d), e) et f) de la loi du 5 mai 2006, les demandeurs font valoir que leurs craintes de persécutions sont certaines et fondées et doivent justifier dans leur chef d'octroi du statut de réfugié. En effet, les persécutions qu'ils risqueraient de subir seraient matérialisées par leur arrestation et leur emprisonnement en Iran où la loi islamique prédominerait et qui prévoirait à travers les articles 184, 190, 191, 498, 500 et 610 du Code pénal des peines notamment d'exécution à l'encontre de quiconque aide directement ou indirectement des opposants du régime. La peine d'emprisonnement et les tortures que risqueraient de subir les demandeurs seraient en effet à qualifier de poursuites ou sanctions disproportionnées ou discriminatoires, de même que l'interdiction de sortir de leur pays, les recherches effectuées par les services des renseignements iraniens seraient à qualifier de mesures judiciaires discriminatoires en soi. Le risque de se faire arrêter et probablement torturer, voir condamnés à mort pour avoir collaboré avec les Moudjahidines serait en tout état de cause caractéristique d'une violence physique au sens de l'article 31 (2) a) de la loi du 5 mai 2006.

Finalement, en se référant à un document intitulé « *Résolution sur les violations graves et systématiques des droits humains commises en Iran* » présentée par la Ligue iranienne des droits de l'Homme, les demandeurs insistent sur le fait que la peine de mort serait encore fréquemment et largement appliquée en Iran et que même des délits de moindre importance seraient passibles de cette peine. A cela s'ajouterait que les garanties d'une procédure régulière seraient systématiquement ignorées et refusées, des personnes mises en cause, en particulier dans des affaires politiques, ayant été arrêtées sans mandat

et placées en isolement pendant de longues périodes sans possibilité de contact avec leur proches ou leur avocat. Ils estiment en tout état de cause qu'au vu de leur situation particulière, ils risqueraient actuellement des représailles de la part des autorités iraniennes sans pouvoir bénéficier d'une quelconque protection puisque la situation actuelle en Iran démontrerait à suffisance que l'Etat iranien ne souhaiterait pas garantir une sécurité suffisante à ses ressortissants.

Le délégué du gouvernement soutient quant à lui que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation des demandeurs et conclut au rejet du recours.

Aux termes de l'article 2 a) de la loi du 5 mai 2006, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « *réfugié* » est définie par l'article 2 d) de ladite loi du 5 mai 2006 comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays. (...)* »

Par ailleurs, l'article 31 de la loi du 5 mai 2006 dispose « *(1) Les actes considérés comme une persécution au sens de l'article 1A de la Convention de Genève doivent:*

*a) être suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme, en particulier des droits auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15, paragraphe 2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales; ou*

*b) être une accumulation de diverses mesures, y compris des violations des droits de l'homme, qui soit suffisamment grave pour affecter un individu d'une manière comparable à ce qui est indiqué au point a). »*

Finalement, aux termes de l'article 28 de la loi du 5 mai 2006 : « *Les acteurs des persécutions ou des atteintes graves peuvent être:*

*a) l'Etat;*

*b) des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci ;*

*c) des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent pas ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions ou les atteintes graves. »,*

et aux termes de l'article 29 de la même loi : « (1) *La protection contre les persécutions ou les atteintes graves ne peut être accordée que par:*

*a) l'Etat, ou*

*b) des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci, pour autant qu'ils soient disposés à offrir une protection au sens du paragraphe (2) et en mesure de le faire.*

*(2) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves doit être effective et non temporaire. Une telle protection est généralement accordée lorsque les acteurs visés au paragraphe (1) points a) et b) prennent des mesures raisonnables pour empêcher la persécution ou des atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection. (...) »*

L'octroi du statut de réfugié est donc notamment soumis à la triple condition que les actes invoqués sont motivés par un des critères de fond définis à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006, que ces actes sont d'une gravité suffisante au sens de l'article 31 (1) de la loi du 5 mai 2006, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes des articles 28 et 29 de la loi du 5 mai 2006, étant entendu qu'au cas où les auteurs des actes sont des personnes privées, elles ne sont à qualifier comme acteurs que dans le cas où les acteurs visés aux points a) et b) de l'article 28 de la loi du 5 mai 2006 ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions et que le demandeur ne peut ou ne veut pas se réclamer de la protection de son pays d'origine.

Ces conditions devant être réunies cumulativement, le fait que l'une d'elles ne soit pas valablement remplie est suffisant pour conclure que le demandeur ne saurait bénéficier du statut de réfugié.

Force est encore de relever que la définition du réfugié contenue à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006 retient qu'est un réfugié une personne qui « *craint avec raison d'être persécutée* », de sorte à viser une persécution future sans qu'il n'y ait nécessairement besoin que le demandeur ait été persécuté avant son départ dans son pays d'origine. Par contre, s'il s'avérait que tel avait déjà été le cas, les persécutions antérieures d'ores et déjà subies instaurent une présomption réfragable que de telles persécutions se reproduiront en cas de retour dans le pays d'origine aux termes de l'article 26 (4) de la loi du 5 mai 2006, de sorte que, dans cette hypothèse, il appartient au ministre de démontrer qu'il existe de bonnes raisons de considérer que de telles persécutions ne se reproduiront pas. L'analyse du tribunal devra porter en définitive sur l'évaluation, au regard des faits que le demandeur avance, du risque d'être persécuté qu'il encourt en cas de retour dans son pays d'origine.

En l'espèce, l'examen des faits et motifs invoqués par les demandeurs à l'appui de leurs demandes en obtention d'une protection internationale dans le cadre de leurs

auditions, ainsi qu'au cours de la procédure contentieuse et des pièces produites en cause, amène le tribunal à conclure qu'ils ne remplissent pas les conditions requises pour prétendre au statut conféré par la protection internationale.

Force est tout d'abord de relever que les demandeurs font état de craintes de persécutions liées à leurs opinions politiques et plus particulièrement aux opinions politiques qui leur seraient prétendument attribuées par les autorités iraniennes et qui seraient contraires au régime, de sorte que les problèmes invoqués semblent *a priori* trouver leur fondement dans l'un des critères de l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006. En effet, une demande fondée sur une opinion politique implique que le demandeur de protection internationale a ou est supposé avoir des opinions qui notamment ne sont pas tolérées par les autorités.

Ensuite, le tribunal relève que les demandeurs font plus particulièrement état de leur peur d'être accusés par les autorités iraniennes de collaborer avec les Moudjahidines et d'être arrêtés et condamnés de ce chef à des sanctions disproportionnées. Ils fondent à cet égard leurs craintes sur le fait que la belle-sœur de la demanderesse aurait subi trois interrogatoires en relation avec la fuite de sa fille du pays lors desquels les agents du service de renseignements lui auraient également posé des questions sur la demanderesse et plus particulièrement sur son implication dans la fuite de son frère qui serait sympathisant des Moudjahidines. Comme lesdits agents seraient devenus plus menaçants lors du troisième interrogatoire en insistant sur le fait que la demanderesse aiderait financièrement son frère et qu'elle serait susceptible d'être une collaboratrice, la belle-sœur de la demanderesse aurait été tellement paniquée qu'elle se serait rendue à Téhéran pour prévenir la demanderesse du danger pesant sur toutes les deux si les autorités devaient les accuser d'être des collaboratrices d'un mouvement opposant.

Force est toutefois de constater que les demandeurs eux-mêmes n'ont jamais été personnellement inquiétés par les autorités iraniennes et plus particulièrement par les services de renseignements et ce alors même qu'ils se considèrent comme faisant partie d'une famille fortement politisée et de ce fait exposés à des risques de persécutions.

Il y a à cet égard tout d'abord lieu de rappeler que des faits non personnels mais vécus par d'autres membres de la famille ne sont susceptibles de fonder une crainte de persécutions que si le demandeur d'asile établit dans son chef un risque réel d'être victime d'actes similaires en raison de circonstances particulières. Or, le tribunal est amené à relever que la situation des demandeurs n'est pas comparable à celle du frère de la demanderesse, ni à celle de sa belle-sœur. En effet, le frère de la demanderesse, qui serait sympathisant des Moudjahidines, aurait fui l'Iran après avoir été arrêté et emprisonné pendant deux mois en 2008 à cause de ses activités politiques, étant à cet égard toutefois relevé que la demanderesse n'est pas en mesure de fournir la moindre précision quant aux activités politiques auxquelles son frère se serait adonné ou encore quant à son degré d'implication pour la cause des Moudjahidines. Pour ce qui est de la belle-sœur de la demanderesse, il ressort des déclarations faites par cette dernière dans le cadre de sa propre demande de protection internationale introduite au Luxembourg, déclarations versées au dossier administratif des demandeurs, qu'elle aurait subi des

interrogatoires parce que les autorités iraniennes lui auraient reproché d'avoir accepté que sa fille, qui serait considérée comme une opposante au régime, aille rejoindre ses oncles paternels en Belgique alors même qu'elle aurait su que ces derniers étaient des sympathisants des Moudjahidines. Or, contrairement à sa belle-sœur, la demanderesse n'a pas rencontré de problèmes avec les autorités iraniennes après que sa fille ait quitté le pays en 2009. En effet, les autorités se seraient contentées de confisquer l'ordinateur et des documents appartenant à sa fille mais ne seraient plus jamais revenues vers elle par la suite. Le tribunal relève à cet égard encore qu'il ressort du récit de la demanderesse que si les raisons qui avaient motivé sa fille à quitter l'Iran en 2009 avaient certes une toile de fond politique en ce sens qu'elle se serait rebellée contre les conventions sociales et religieuses lui imposées par le régime iranien, sinon par la société iranienne, elles doivent toutefois avant tout s'analyser comme étant liées à son désir de vivre sans contraintes morales et religieuses et suivant un mode de vie plus occidental. Si le litismandataire des demandeurs affirme certes qu'il ressortirait des pièces versées en cause que la fille de la demanderesse aurait obtenu l'asile politique en Turquie, force est de constater que le document versé à cet égard est seulement un certificat constatant son statut de demandeur d'asile en Turquie et qu'il ne ressort en tout état de cause pas des éléments à la disposition du tribunal sur base de quels motifs elle se serait vue accorder par la suite un statut de réfugié politique, la carte de séjour finlandaise versée aux débats ne donnant pas plus d'informations à ce sujet. Pour être tout à fait complet, le tribunal relève encore que si la demanderesse a certes déclaré que son ex-mari, qui serait communiste, avait été emprisonné en 1995 pendant un an et demi en raison de ses activités politiques, il n'en demeure pas moins qu'elle ne fait état d'aucun autre problème que son ex-mari ou elle auraient rencontré depuis lors avec les autorités de son pays.

Or, dans la mesure où, tel que relevé ci-dessus, la demanderesse et son fils n'ont jusqu'à présent jamais rencontré de problèmes avec les autorités de leur pays et que par ailleurs, la demanderesse a déclaré qu'elle ne se serait aucunement impliquée dans la politique et qu'en tant qu'écrivain elle se serait contentée de raconter à travers ses écrits les problèmes de la société sans jamais rentrer dans les sphères politiques, ce qui serait également la raison pour laquelle elle ne serait pas non plus au courant en quoi auraient exactement consisté les activités politiques de son frère avec lequel elle n'aurait d'ailleurs jamais approfondi le sujet, ils ne sauraient fonder une crainte justifiée de faire l'objet de persécutions sur le seul sort subi par d'autres membres de leur famille.

Par ailleurs, si les autorités iraniennes devaient effectivement avoir soupçonné la demanderesse d'avoir collaboré directement ou indirectement avec des opposants au régime en envoyant de l'argent à son frère et si elles avaient voulu la poursuivre pour cette raison, il paraît fort improbable qu'elles se seraient contentées de poser des questions à la belle-sœur de la demanderesse sans jamais la convoquer personnellement, ce d'autant plus, si, comme les demandeurs le soulignent, ils étaient dans la ligne de mire des autorités. Ce constat se trouve d'ailleurs encore conforté par la circonstance qu'après que la fille de la demanderesse ait quitté l'Iran en 2009, des agents du service de renseignements seraient rapidement venus au domicile de la demanderesse pour confisquer l'ordinateur et les documents de sa fille ou encore par le fait qu'ils auraient confisqué son passeport lorsqu'elle aurait voulu rendre visite à sa fille en Turquie trois

mois plus tard. A cela s'ajoute que la belle-sœur de la demanderesse a quant à elle déclaré qu'elle-même avait subi son premier interrogatoire immédiatement après le départ de sa fille. Si les autorités devaient dès lors effectivement avoir soupçonné la demanderesse d'être une collaboratrice, elles n'auraient certainement pas hésité à se rendre à son domicile immédiatement après avoir découvert qu'elle avait aidé son frère pour rassembler des preuves susceptibles de conforter leurs suspicions à son encontre au lieu de se contenter de faire part de leur découverte à sa belle-sœur et de risquer ainsi que la demanderesse ait le temps de se débarrasser de toutes les preuves compromettantes ou bien de s'enfuir.

Il ressort par ailleurs des déclarations faites par la belle-sœur de la demanderesse auprès de l'agent compétent du ministère des Affaires étrangères que les autorités iraniennes lui auraient uniquement fait part de ce qu'ils étaient au courant qu'en 2008, le frère de la demanderesse aurait quitté le pays à partir de la maison de sa sœur et que cette dernière l'aurait aidé financièrement lorsqu'il était en Turquie, sans qu'il ne puisse être conclu de ce seul état de fait que les autorités ont mis ce versement d'argent en relation avec les activités politiques de son frère et qu'elles en ont déduit que la demanderesse était une collaboratrice d'un mouvement opposant. Or, il ne ressort en tout état de cause pas des informations soumises au tribunal que le simple fait pour un ressortissant iranien de verser une somme d'argent à un membre de sa famille se trouvant hors du pays soit punissable au regard de la loi islamique.

Au vu de ce qui précède, le tribunal est amené à conclure que les craintes mises en avant par les demandeurs d'être poursuivis et condamnés pour avoir collaboré avec des opposants au régime sont purement hypothétiques et ne sauraient dès lors justifier l'octroi du statut de réfugié.

Il s'ensuit également que la situation des droits humains en Iran telle que décrite par le litismandataire des demandeurs notamment au regard de l'application de la peine de mort et de l'absence de garanties en termes de procédure régulière n'est pas pertinente dans le cadre de l'analyse de leur demande de protection.

Dans la requête introductive d'instance, le litismandataire des demandeurs fait encore pour la première fois état de la crainte du fils de la demanderesse de subir des persécutions pour s'être soustrait à son service militaire. La désertion ne constitue toutefois pas, à elle seule, un motif valable de reconnaissance du statut de réfugié<sup>1</sup>, ce d'autant plus qu'en l'espèce, il ne ressort ni des explications du demandeur ni de celles de son litismandataire quels seraient concrètement les risques auxquels il pourrait s'exposer de ce chef en cas de retour dans son pays d'origine.

Le même constat s'impose en ce qui concerne la crainte invoquée par les demandeurs d'être sanctionnés en cas de retour en Iran pour avoir quittés clandestinement le pays. En effet, à défaut de disposer du moindre élément d'information quant aux

---

<sup>1</sup> Trib. adm. 10 décembre 1997, n° 10295 du rôle, Pas. adm. 2012, V° Etrangers, n°128 et autres références y citées.

sanctions auxquelles les demandeurs risqueraient d'être exposés de ce chef, le tribunal n'est pas en mesure d'apprécier le bien-fondé de cette crainte.

Pour ce qui est finalement encore de la prétendue interdiction de quitter le pays dont la demanderesse aurait fait l'objet et qu'elle estime devoir être qualifiée de mesure judiciaire discriminatoire, force est au tribunal de relever qu'il n'est aucunement établi qu'une telle interdiction aurait encore perduré au moment où elle a quitté l'Iran. En effet, la seule copie d'un récépissé délivré le 29 octobre 2010 par les autorités iraniennes qui démontrerait soi-disant la confiscation du passeport de la demanderesse lors de son passage à la frontière de Bazorgan, est insuffisante pour établir une telle interdiction, sinon les motifs exacts à la base d'une telle interdiction, ce d'autant plus que la demanderesse elle-même a déclaré que son passeport aurait été troué sans qu'elle sache toutefois exactement pour quelle raison.

Il s'ensuit que les demandeurs n'ont pas fait état et n'ont pas établi des raisons de nature à justifier dans leur chef dans leur pays d'origine une crainte justifiée de persécutions pour les motifs énumérés à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006, de sorte que c'est à bon droit que le ministre a rejeté leurs demandes en obtention du statut de réfugié comme étant non fondées, et que le recours des demandeurs est, pour autant qu'il est dirigé contre le refus du ministre d'accorder au demandeur le statut de réfugié, à rejeter.

Quant au volet de la décision litigieuse portant refus d'accorder aux demandeurs le bénéfice du statut conféré par la protection subsidiaire, l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 définit comme atteintes graves : *« a) la peine de mort ou l'exécution ; ou b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ; ou c) des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international. »*

Le tribunal constate qu'à l'appui de leurs demandes de protection subsidiaire, les demandeurs invoquent en substance les mêmes moyens que ceux à la base de leurs demandes en obtention du statut de réfugié.

Or, au vu des conclusions dégagées ci-avant au sujet des demandes en reconnaissance du statut de réfugié, dans la mesure où il a été jugé que les craintes invoquées par les demandeurs d'être poursuivis et arrêtés pour avoir collaboré avec des opposants au régime, sinon pour avoir simplement envoyé de l'argent à un membre de leur famille, de même que pour avoir quitté le pays clandestinement ou encore celle du demandeur d'être sanctionné pour avoir déserté ne sont pas fondées, le tribunal est amené à constater qu'il n'existe pas davantage d'éléments susceptibles d'établir dans leur chef l'existence de motifs sérieux et avérés de croire qu'en cas de retour en Iran ils s'exposeraient de ce même chef à un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 37 précité, et plus particulièrement la peine de mort ou l'exécution, respectivement des traitements ou des sanctions inhumains ou dégradants.

Il s'ensuit, en l'absence d'autres éléments et dans la mesure où il n'existe actuellement pas de conflit armé en Iran, que c'est à juste titre que le ministre a retenu que les demandeurs n'ont pas fait état de motifs sérieux et avérés permettant de croire qu'ils courraient le risque de subir des atteintes graves au sens de l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 et qu'il leur a partant refusé l'octroi d'une protection subsidiaire au sens de l'article 2 f) de ladite loi.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que c'est à bon droit que le ministre a déclaré les demandes de protection internationale sous analyse comme non justifiées, de sorte que le recours en réformation est à rejeter comme étant non fondé.

## 2. Quant au recours tendant à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire contenu dans une décision statuant sur une demande de protection internationale, le recours en annulation introduit contre pareil ordre contenu dans la décision déferée du 7 janvier 2014 est recevable pour avoir été, par ailleurs, introduit dans les formes et délai de la loi.

En l'espèce, les demandeurs estiment que compte tenu des menaces réelles et sérieuses pesant sur leurs vies, il y aurait lieu d'annuler l'ordre de quitter le territoire pour violation de la loi alors qu'il existerait dans leur chef un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 et à l'article 39 paragraphes (1) et (2) de la loi du 5 mai 2006.

Aux termes de l'article 19 (1) de la loi du 5 mai 2006, « *une décision négative du ministre vaut décision de retour (...)* ». En vertu de l'article 2 r) de la loi du 5 mai 2006 la notion de « *décision de retour* » se définit comme « *la décision négative du ministre déclarant illégal le séjour et imposant l'ordre de quitter le territoire* ».

Il se dégage des conclusions ci-avant retenues par le tribunal que le ministre a refusé à bon droit d'accorder aux demandeurs un statut de protection internationale, de sorte qu'il a également pu valablement émettre l'ordre de quitter le territoire.

Les demandeurs font encore exposer que l'ordre de quitter le territoire encourrait l'annulation au motif qu'il violerait l'article 129 de la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration. Ils font valoir qu'un retour en Iran les exposerait à des traitements inhumains et dégradants.

Aux termes de l'article 129 de la loi précitée du 29 août 2008 : « *L'étranger ne peut être éloigné ou expulsé à destination d'un pays s'il établit que sa vie ou sa liberté y sont gravement menacées ou s'il y est exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 ou à des traitements au sens des articles 1<sup>er</sup> et 3 de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.* ».



Il convient de relever que l'article 129, précité, renvoie à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) aux termes duquel : « *Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.* »

Quant à l'incidence de l'article 3 de la CEDH, si ledit article proscrit la torture et les peines ou traitements inhumains ou dégradants, encore faut-il que le risque de subir des souffrances mentales ou physiques présente une certaine intensité.

En effet, si une mesure d'éloignement - tel qu'en l'espèce consécutive à l'expiration du délai imposé au demandeur pour quitter le Luxembourg - relève de la CEDH dans la mesure où son exécution risquerait de porter atteinte aux droits inscrits à son article 3, ce n'est cependant pas la nature de la mesure d'éloignement qui pose problème de conformité à la Convention, spécialement à l'article 3, mais ce sont les effets de la mesure en ce qu'elle est susceptible de porter atteinte aux droits que l'article 3 garantit à toute personne. C'est l'effectivité de la protection requise par l'article 3 qui interdit aux Etats parties à la Convention d'accomplir un acte qui aurait pour résultat direct d'exposer quelqu'un à des mauvais traitements prohibés. S'il n'existe pas, dans l'absolu, un droit à ne pas être éloigné, il existe un droit à ne pas être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants, de sorte et *a fortiori* qu'il existe un droit à ne pas être éloigné quand une mesure aurait pour conséquence d'exposer à la torture ou à une peine ou des traitements inhumains ou dégradants.

Cependant, dans ce type d'affaires, la Cour européenne des droits de l'Homme soumet à un examen rigoureux toutes les circonstances de l'affaire, notamment la situation personnelle du requérant dans l'Etat qui est en train de mettre en œuvre la mesure d'éloignement. La Cour européenne des droits de l'Homme recherche donc s'il existait un risque réel que le renvoi du requérant soit contraire aux règles de l'article 3 de la CEDH. Pour cela, la Cour évalue ce risque notamment à la lumière des éléments dont elle dispose au moment où elle examine l'affaire et des informations les plus récentes concernant la situation personnelle du requérant.

Le tribunal procède donc à la même analyse de l'affaire sous examen.

Or, en ce qui concerne précisément les risques prétendument encourus en cas de retour en Iran, le tribunal administratif a conclu ci-avant à l'absence dans le chef des demandeurs de tout risque réel et actuel de subir des atteintes graves au sens de l'article 37, point b) de la loi modifiée du 5 mai 2006, à savoir la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, de sorte que le tribunal actuellement ne saurait pas se départir à ce niveau-ci de son analyse de cette conclusion.

Au vu de ce qui précède et compte tenu du seuil élevé fixé par l'article 3 de la CEDH<sup>2</sup>, le tribunal n'estime pas qu'il existe un risque suffisamment réel pour que le renvoi des demandeurs en Iran soit dans ces circonstances incompatibles avec l'article 3

---

<sup>2</sup> CedH, arrêt Lorse et autres c/ Pays-Bas, 4 février 2004, § 59.

de la CEDH.

Il s'ensuit que le recours en annulation est à rejeter comme étant non fondé.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours en réformation introduit contre la décision ministérielle du 7 janvier 2014 portant rejet d'un statut de protection internationale ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

reçoit en la forme le recours en annulation introduit contre la décision ministérielle du 7 janvier 2014 portant ordre de quitter le territoire ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

condamne les demandeurs aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 5 janvier 2015 par :

Marc Sünnen, premier vice-président,  
Thessy Kuborn, premier juge,  
Alexandra Castegnaro, juge,

en présence du greffier en chef Arny Schmit.

s. Arny Schmit

s. Marc Sünnen